

ARCHIVE

Vendredi 29 juin 2018  
par [spip.php?auteur1]  
popularité : 0%



Blanquer attaque  
notre liberté  
pédagogique !  
**SUD 34**

## EXPÉRIMENTATIONS PÉDAGOGIQUES IMPOSÉES GRAVES ATTAQUES CONTRE LA LIBERTÉ PÉDAGOGIQUES

*Sont déjà touchés l'Hérault, l'Essonne, le Gard, la Haute-Garonne, le Nord, le Rhône, le Val-d'Oise, le Var et les Yvelines.*

Sud Éducation Hérault a été informé cette semaine que plusieurs enseignant-e-s de la circonscription Montpellier-Nord, exerçant en dispositifs dédoublés, avaient été « désignés

volontaires », sur injonction ministérielle, pour participer à une expérimentation pédagogique.

Cette « expérimentation pédagogique » consiste en l'obligation pour les enseignant-e-s d'utiliser des outils fournis par une association « Agir pour l'école ». L'actuel ministre de l'Éducation Nationale est réputé avoir été membre de cette **association liée à l'Institut**

**Montaigne**, un think thank ultra-libéral. Au delà des méthodes pédagogiques largement contestables promues par cette association, la volonté affichée du ministère de remettre en cause la liberté pédagogique des enseignant-e-s est inadmissible. **Nous rappelons que la liberté pédagogique est garantie aux enseignant-e-s par l'article L912-1-1 du Code de l'Éducation**. Pour SUD éducation 34, ces nouvelles pressions s'inscrivent dans la longue liste des nombreuses attaques portées par le ministère contre la liberté pédagogique des enseignant-e-s. **Cette volonté d'uniformiser totalement la pédagogie en imposant par la contrainte telle méthode de lecture ou tel manuel est inacceptable**. Elle constitue une négation du savoir-faire et de l'expertise professionnelle des enseignant-e-s, dont le travail serait réduit à des automatismes normés. SUD éducation 34 a écrit au ministre afin de lui rappeler les obligations de l'institution en terme de respect de la liberté pédagogique des enseignant-e-s. De telles « expérimentations » ne peuvent avoir lieu que sur la base du volontariat ayant au préalable recueilli l'accord des personnels intéressés. **Cette expérimentation touche déjà à notre connaissance 9 départements, nous appelons donc l'ensemble de la profession à être vigilante et à se mobiliser contre les atteintes à nos nos libertés pédagogiques.**

Les CP à  
**12**  
**Le grand  
n'importe  
quoi !**